

CONCOURS INTERNE DE LIEUTENANT PREMIERE CLASSE DE SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS

SESSION 2016 -

Mardi 20 septembre 2016

DEUXIEME EPREUVE ECRITE D'ADMISSIBILITE

Réponses à un questionnaire à choix multiples (durée : 1h30 - coefficient 1)

Cette épreuve a pour objet d'apprécier les connaissances de culture générale du candidat ainsi que celles relatives à la sécurité civile et la gestion des crises, la sécurité et l'environnement.

(Décret n° 2012-727 du 7 mai 2012 fixant les modalités d'organisation des concours prévus aux articles 5 et 8 du décret n° 2012-522 du 20 avril 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des lieutenants de sapeurs-pompiers professionnels)

IMPORTANT

SEUL UN STYLO BILLE À ENCRE NOIRE OU BLEUE NON EFFACABLE EST AUTORISÉ

QCM de 60 questions

Répondez aux questions en indiquant la (ou les) réponse(s) uniquement sur le formulaire de réponses joint suivant les consignes indiquées.

Aucune inscription ou annotation (signature, tache, signe distinctif...) autre que celles indiquées dans le formulaire de réponses ne doit y figurer.

Les feuilles de brouillon et/ou l'original du questionnaire ne seront pas corrigés.

Le barème de correction est le suivant :

réponse intégralement juste : 1 pointréponse juste mais partielle : 0 point

réponse fausse : -1 pointabsence de réponse : -1 point

Il sera attribué au candidat une note de 0 à 20. Par conséquent, le nombre total des points obtenus à cette épreuve sera divisé par 3.

Q1.	Le Gouvernement a engagé l'armée sur le territoire pour sécuriser les lieux publics les plus sensibles. Quel événement a déclenché l'opération Sentinelle ?	mars 20 B) 2015	Les tueries de Toulouse en 12 Les attentats du 7 janvier Les attentats du 13 novembre
Q2.	Les questions de sécurité routière sont traitées par :	B)	Une délégation interministérielle Le ministère de l'intérieur Exclusivement par le ministère des transports
Q3.	Le préfet délégué pour la défense et la sécurité est chargé d'assister le préfet de zone, préfet de la région, pour toutes les missions concourant à :	B)	La sécurité publique et à la sécurité civile La sécurité publique et à la défense à caractère non militaire La sécurité publique, à la sécurité civile et à la défense à caractère non militaire
Q4.	Quelle année marque le début du premier choc pétrolier ?	B)	1972 1973 1974
Q5.	La prévention des risques majeurs est une attribution du :		Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer Ministère de l'intérieur Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique

Q6.	La loi du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile consacre, aux côtés des sapeurs-pompiers, des acteurs de la sécurité civile. Parmi ceux qui vous sont présentés, lesquels ne sont pas consacrés par cette loi :	A) Les associations agréées de sécurité civile B) Les réserves communales de sécurité civile C) Les comités communaux feux de forêt
Q7.	Auprès de quel directeur est rattaché le conseiller social de la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises ?	 A) Le Directeur des sapeurspompiers, adjoint au directeur général B) Le Directeur général C) Le Chef de cabinet du directeur général
Q8.	Le secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) assiste, dans l'exercice de ses responsabilités en matière de défense et de sécurité nationale :	A) Le Président de la RépubliqueB) Le Premier ministreC) Le ministre de la défense
Q9.	La stratégie nationale dépend du :	A) Ministère de l'intérieurB) Ministère de la défenseC) Ministère de la justice
Q10.	Le Service interministériel de défense et de protection civile (SIDPC) est un service rattaché :	 A) Au Conseil départemental B) A la Direction départementale des Territoires et de la Mer C) Au Cabinet du Préfet
Q11.	Parmi les directions départementales citées, la(les)quelle(s) a(ont) une vocation interministérielle ?	 A) La Direction départementale de la protection des populations B) La Direction départementale de la cohésion sociale C) La Direction départementale des territoires
Q12.	Aujourd'hui, combien existe-t-il de régions sur le territoire français métropolitain ?	A) 13 B) 14 C) 15
Q13.	Quel(s) ministre(s) est(sont) chargé(s) de la lutte contre le travail illégal des étrangers ?	 A) Le ministre de l'intérieur B) Le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social C) Le ministre des affaires étrangères et du développement international
Q14.	En quelle année le plan gouvernemental Vigipirate a-t-il été instauré ?	A) 1990 B) 1995 C) 2000
Q15.	Pour une commune concernée par un plan de prévention des risques, un plan communal de sauvegarde est-il :	A) FacultatifB) ObligatoireC) Dépend de la taille de la commune

Q16.	Où a été signée la capitulation de l'Allemagne nazie, le 8 mai 1945 ?	A) Rethondes B) Berlin C) Paris
Q17.	Qui définit la politique de défense ?	 A) Le Conseil des ministres B) Le président de l'Assemblée nationale C) Le doyen du Parlement français
Q18.	Quelle(s) affirmation(s) est(sont) correcte(s) ?	 A) Les communes, les départements et les régions s'administrent librement par des conseils élus B) Les communes, les départements et les régions règlent par leurs délibérations les affaires de leur compétence C) Les communes, les départements et les régions constituent le cadre institutionnel de la participation des citoyens à la vie locale et garantissent l'expression de sa diversité
Q19.	L'article R. 1143-1 du Code de la défense précise, entre autre, que pour l'exercice de ses responsabilités en matière de défense et de sécurité, le ministre de l'intérieur est assisté par :	 A) Un Haut fonctionnaire de défense et de sécurité B) Un Haut fonctionnaire de défense C) Un Haut fonctionnaire correspondant de défense et de sécurité
Q20.	Quelle loi partage les compétences en matière de sécurité civile entre le maire et le préfet ?	A) Loi du 13 juillet 1987 B) Loi du 03 mai 1996 C) Loi du 13 août 2004
Q21.	Le dernier Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale a été rendu public le :	A) 17 juin 2008 B) 29 avril 2013 C) 19 décembre 2015
Q22.	Quel nom est donné à la conception et l'organisation de la société fondée sur la séparation de l'église et de l'Etat, excluant l'église de tout pouvoir politique ou administratif?	A) Etat de droit B) Laïcité C) Conclave
Q23.	Quelle a été la part des femmes élues aux élections législatives de 2012 ?	A) 5.6 % B) 26.9 % C) 51.6 %
Q24.	Qui a peint Guernica ?	A) Salvador Dali B) Vincent Van Gogh C) Pablo Picasso

Q25.	Lors d'un dispositif ORSEC maritime, qui assure la direction des opérations de secours ?	 A) Le Préfet du département B) Le Préfet maritime C) Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours ou son représentant
Q26.	Combien de zone de défense et de sécurité existe-t-il en France métropolitaine ?	A) 6 B) 7 C) 8
Q27.	Lequel de ces colis a un débit de dose inférieur à 5 micro Sievert/heure ?	 A) Colis ayant une étiquette d'emballage « radioactive I » B) Colis ayant une étiquette d'emballage « radioactive II » C) Colis ayant une étiquette d'emballage « radioactive III »
Q28.	Le terme ORSEC signifie :	 A) Organisation des secours B) Organisation de la réponse de Sécurité civile C) Organisation des Secours de catastrophe
Q29.	L'explosion d'un nuage de gaz dans un milieu non confiné est appelée :	A) UVCE B) BLEVE C) Boil over
Q30.	Comment sont dénommées les trois phases du plan SATER :	A) Jaune, orange, rougeB) Alpha, bravo, charlieC) Information, reconnaissance, sauvetage
Q31.	Quelle est l'entité dont dispose le Préfet de département dans le cadre de la direction des opérations de secours ?	A) SIDPC B) COD C) COZ
Q32.	Quelle est la largeur d'un dégagement de 2 UP ?	A) 0,90 m B) 1,40 m C) 1,80 m
Q33.	Comment appelle-t-on la transformation d'un solide en gaz ?	A) SolidificationB) LiquéfactionC) Sublimation
Q34.	Qu'indique l'échelle Saffir-Simpson ?	A) L'intensité d'un séismeB) L'intensité d'un cycloneC) L'intensité d'une crue
Q35.	Le signe distinctif international de la sécurité civile est représenté par :	 A) Un triangle bleu sur fond orange B) Un cercle bleu sur fond orange C) Un losange bleu sur fond orange

Q36.	Un magasin ayant une capacité d'accueil de 850 personnes (public + personnel) est classé :	 A) 1^{ère} catégorie B) 2^{ème} catégorie C) 3^{ème} catégorie
Q37.	Quels sont les risques naturels présents en France métropolitaine :	A) Tsunami B) Cyclone C) Tempête
Q38.	En termes de sécurité civile, que signifie le sigle S.A.I.P. ?	 A) Service d'Alerte et d'Identification des Populations B) Système d'Alerte et d'Information des Populations C) Système d'Assistance aux Infirmiers sous Protocole
Q39.	La zone de défense et de sécurité a pour mission :	 A) L'élaboration des mesures militaires de défense B) La coordination des moyens de sécurité civile dans la zone C) L'élaboration des mesures non militaires de défense
Q40.	La distribution intérieure des bâtiments recevant du public peut être conçue de différentes manières :	A) Par secteurs B) Par cloisonnement traditionnel C) Par compartiments
Q41.	Quelle(s) est(sont) la(les) fonction(s) de l'éclairage de sécurité ?	A) Eclairage d'évacuationB) Eclairage de veilleC) Eclairage de remplacement
Q42.	Quelle(s) direction(s) générale(s) ne fait (font) pas partie du Ministère de l'Intérieur ?	A) Direction générale de la sécurité intérieure B) Direction générale des collectivités locales C) Direction générale de l'administration et de la modernisation
Q43.	Dans le cadre de l'organisation de crise dans les centrales nucléaires françaises, quel(s) plan(s) peut (peuvent)-il(s) être déclenché(s) ?	A) plan SATER B) plan d'urgence interne C) plan d'organisation interne
Q44.	Le code général des collectivités territoriales prévoit 5 documents obligatoires dans chaque SDIS, parmi lesquels :	A) Le règlement intérieur B) Le règlement opérationnel C) Le schéma descriptif de couverture radio

Q45.	La température la plus basse à laquelle un liquide fournit suffisamment de vapeurs pour former avec l'air ambiant un mélange gazeux qui s'enflamme sous l'effet d'une source d'énergie calorifique telle une flamme pilote, mais pas suffisamment pour que la combustion s'entretienne d'elle-même, correspond au:	A) Point éclair B) Point d'inflammation C) Point d'auto inflammation
Q46.	Si je mesure un débit de dose de 4 mSv/h à 5 mètres d'une source radioactive ponctuelle, quel serait le débit de dose théorique à 10 mètres de la même source ?	A) 3 mSv/h B) 2 mSv/h C) 1 mSv/h
Q47.	Parmi ces critères, le(s)quel(s) concerne(nt) le classement des SDIS ?	A) La population du département B) Le nombre d'interventions C) Le nombre de véhicules
Q48.	Dans le domaine de la prévision des risques, définissez l'acronyme CODERST :	A) Comité départemental des risques sanitaires et technologiques B) Conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques C) Commission départementale et environnementale de la recherche sanitaire et technologique
Q49.	Le service de santé et de secours médical peut exercer les missions suivantes :	A) La participation à la formation des sapeurs-pompiers au secours à personnes B) La surveillance de l'état de l'équipement médicosecouriste du service C) La surveillance de la condition physique des sapeurs-pompiers
Q50.	Le préfet de département :	 A) Est le commandant des opérations de secours dans le département B) Représente le premier ministre et chacun de ses ministres C) Est le directeur des opérations internes en cas de sinistre industriel
Q51.	La combustion implique les mécanismes suivants :	 A) Réaction chimique d'oxydoréduction B) Réaction chimique acidobasique C) Réaction entre un combustible, un comburant et une énergie d'activation

052	Le rayonnement Alpha :	A) Est la conséquence de la
Q52.	ве гауопиешен Агриа .	désintégration d'un noyau lourd (A>200) B) Correspond à l'émission de noyaux de deutérium C) Est une particule lourde dont le parcours est très court
		(arrêté par une feuille de papier)
Q53.	Le plan communal de sauvegarde est réalisé sous la responsabilité du :	A) Préfet B) Maire C) Président du CASDIS
Q54.	Le foisonnement de la mousse correspond :	A) Au volume de pré-mélange utilisé par mètre carré de surface et par minute B) Au débit de pré-mélange qui arrive à la lance canon après introduction de l'air C) Au rapport du volume de mousse sur le volume de prémélange
Q55.	Les unités d'instruction et d'intervention de la Sécurité civile	A) Sont mobilisables par le directeur départemental des services d'incendie et de secours B) Sont projetables uniquement sur l'ensemble du territoire national C) Sont composées de sections d'interventions polyvalentes, mobilisables sur n'importe quelle catastrophe naturelle, technologique et sanitaire
Q56.	Pour les établissements recevant du public, les gestionnaires doivent veiller à la sécurité des personnes présentes jusqu'à l'arrivée des secours. Parmi eux, les directeurs d'écoles et les chefs d'établissements scolaires mettent en œuvre leur dispositif afin de partager avec les représentants des parents d'élèves et d'éviter que les parents viennent chercher leurs enfants à l'école. Quel est le nom de ce plan ?	 A) Le plan particulier de mise en sûreté B) Le plan de prévention des risques de panique C) Le plan de sécurité des établissements
Q57.	En radio transmission, un OCT :	A) Est un document prévisionnel définissant l'utilisation des réseaux de communication dans le cadre d'un dispositif potentiel ORSEC B) Définit la mise en œuvre des réseaux de communication pour chaque intervention, en fonction du dispositif mis en place par le COS C) Est un officier Sapeur-Pompier présent au PC de site afin de mettre en œuvre les moyens de communication

Q58.	Parmi les propositions ci-après et conformément à la doctrine GOC, quelle(s) est (sont) la (les) fonction(s) qui peut (peuvent) être tenue(s) par un chef de groupe dans un poste de commandement de colonne?	A) La fonction transmission B) La fonction anticipation C) La fonction moyens
Q59.	Le référentiel commun du secours à personne et de l'aide médicale urgente est un document ?	 A) Rédigé conjointement par les services d'incendie et de secours et les structures de médecine d'urgence B) Rédigé conjointement par les services d'incendie et de secours et l'institut national de veille sanitaire C) Rédigé conjointement par les structures de médecine d'urgence, la DGSCGC, la DGOS et les services d'incendie et de secours
Q60.	Comment est définie la déconcentration ?	A) Processus consistant pour l'Etat à transférer au profit des collectivités territoriales certaines compétences et les ressources correspondantes B) Délégation de moyens et de pouvoirs de décision de l'administration centrale aux services extérieurs de l'État C) Principe qui consiste à réserver uniquement à l'échelon supérieur ce que l'échelon inférieur ne pourrait effectuer que de manière moins efficace

